

hodierna
missio
societatis
jesu
est
fidei
servitium
cui

promotio justitiae

ut
exigentia
absoluta
pertinet

exchanges * échanges * intercambios

No. 1
Janvier 1977

- (1) ECHANGE p. 2
 - Promotio Justitiae: De quoi s'agit-il ? Et pourquoi ? Comment ?
 - Secretariat Social: Nom - Programme de travail.
 - Commission Consultative: Suppression.

Nous mettons cette rubrique en premier, parce que nous espérons qu'elle sera la matière la plus importante dans les prochains numéros du bulletin. Dans ce premier numéro, c'est nous-mêmes qui lançons l'échange. Dans les prochains numéros, il vous reviendra de le poursuivre.

- (2) ARTICLE : DEVELOPPEMENT ET/OU LIBERATION ? p. 5

C'est là l'accent principal de ce premier numéro. Nous commençons par ce qui peut être pour certains un thème déjà ancien. Mais c'est encore un problème réel et vivant pour nombre de ceux qui sont engagés à la base dans le travail au milieu des pauvres, spécialement dans les pays du Tiers-Monde. Nous espérons recevoir de nombreuses réactions.

- (3) DOCUMENT p. 8

Le "Pancheshila" du Développement Communautaire par le Peuple
Notes d'une récente conférence donnée, en Hindi, au Séminaire Takama à Ranchi, Inde, par le P. Michael V. d. Bogaert, S.J., Directeur de l'Institut Xavier de Service Social à Ranchi.

Ce texte complète l'article et illustre concrètement la 4ème stratégie pour le développement.

- (4) NOUVELLES p. 11

- (5) PUBLICATIONS p. 14

PROMOTION JUSTITIAE

En nos jours et en ces temps de saturation de la parole - imprimée et parlée -, il faut du courage pour lancer un nouveau bulletin - ou quelque publication que ce soit. Il y a déjà un grand nombre de publications SJ en matière de justice sociale, depuis les revues savantes jusqu'aux simples feuilles éphémères. La Curie elle-même fait aussi paraître régulièrement plusieurs publications. Le Bureau de Presse publie News + Features; les Secrétariats des Missions, pour l'Education et des Mass Media ont tous leur bulletins; et CIS produit un flot de brochures et de dépliants. Pourquoi un autre ?

La meilleure manière de répondre à ces demandes ou à d'autres que vous pourriez avoir à poser à propos de PJ est peut-être de voir successivement :

- QUOI ? - Nous avons choisi pour titre PROMOTIO JUSTITIAE. Nous pensons que tous vous aurez reconnu que ce titre est directement tiré de CG 32. On le trouvera au Décret 4, §2. Il signifie que nous nous intéressons aux questions concernant la justice, telle qu'elle est comprise dans le Décret, et aux efforts concrets pour la promouvoir.
- Le sous-titre est Echanges. Cela veut dire que nous espérons promouvoir des échanges d'idées et d'expériences entre nos lecteurs et en tirer la majeure partie du contenu du Bulletin.
 - Nous ne chercherons pas à être abstraits, érudits, prolixes ni même super-élégants. Notre but est d'avoir un instrument qui colle au réel et puisse aider pratiquement tous ceux qui sont engagés dans la promotion de la justice.
- POURQUOI ? - Parce que ceux qui travaillent à la base l'ont demandé.
- Parce que CG 32 et d'autres rencontres ont demandé qu'une coopération beaucoup plus étroite s'établisse entre les Jésuites à travers le monde, spécialement en ce qui concerne la promotion de la justice.
 - Parce que nous croyons qu'il y a là un moyen de promouvoir cette coopération.
- QUAND ? - Au début PJ paraîtra tous les deux mois, en Anglais, Français et Espagnol.
- Nous espérons donc que le n° 2 paraîtra en Mars, puis Mai, Juillet, (Septembre), Novembre et Janvier.
- COMMENT ? - Nous ne pouvons fixer le contenu ni la longueur à l'avance, puisque l'un et l'autre dépendront largement des échanges et des contributions. Tout en restant flexible, nous prévoyons cinq rubriques :
- (1) Nouvelles : brèves, non publiées ailleurs, ou publiées seulement localement, sur des Jésuites ou d'autres engagés dans la promotion de la justice, ou sur des événements connexes.
 - (2) Article : de réflexion, traitant brièvement quelque thème d'intérêt général et pratique afin de provoquer discussion et information en retour.
 - (3) Echanges : réactions et information reçues en réponse, qu'il s'agisse de commentaires, de réflexions originales, de protestations, de nouvelles questions, etc.

- (4) Document : le texte, en entier ou résumé, de quelque document particulièrement important, rapport de conférence, compte-rendu d'expérience personnelle, description d'un travail à l'oeuvre, etc.
- (5) Publications : brève annonce de livres, de revues, d'articles, etc. retenus utiles.

OU ?

- Pour commencer, le bulletin sera envoyé aux:
 - + Supérieurs Majeurs,
 - + Instituts sociaux et autres organisations engagées dans le travail social,
 - + Groupes ou individus directement engagés à promouvoir la justice et avec qui nous pouvons entrer en contact.
- Nous serons aussi heureux d'envoyer PJ à quiconque en ferait spécifiquement la demande.

QUI ?

- PJ est publié par le Secrétariat Social de la Curia.
- Nous tenons à souligner que, quoique venant de la Curie, ce qui est publié ne représente en aucune manière une ligne officielle. L'échange que nous espérons encourager sera un libre échange.

Je ne vois pas pour le moment d'autre question. S'il y en avait, posez-les pour le prochain numéro. Nous voudrions savoir s'il vous semble que cette aventure soit à poursuivre, à changer ou à oublier. Si vous pensez qu'elle peut avoir quelque utilité, avez-vous alors quelques suggestions et/ou contributions à faire pour le prochain numéro de Mars?

SECRETARIAT SOCIAL, S.I.

NOM : La première chose que signalons est un changement de notre appellation. Quand notre Secrétariat a commencé, en 1968, il a semblé que l'on pouvait adopter le sigle JESEDES (Jesuit Socio-Economic Development Secretariat). A présent, nous nous rendons compte que cet intitulé n'exprime plus notre première préoccupation. Les situations changent très rapidement en ce secteur ! Pour de plus amples explications de cette mutation, nous nous expliquons dans l'article de la p. 5. Après avoir examiné plusieurs possibilités, après avoir essayé plusieurs acrostiches, nous avons décidé d'abandonner le jeu d'initiales pour prendre la dénomination globale de "Secrétariat Sociale S.J." qui recouvre un objectif plus ample et risque moins de passer de mode !

PROGRAMME DE TRAVAIL : (1) Le travail courant de notre Secrétariat se poursuit. Une circulaire envoyée au début de l'année (23-1-76) disait déjà que notre secrétariat "désire rendre un service effectif: le test de son utilité sera l'aide qu'il rend aux individus et aux institutions engagés dans le travail social de tout genre". Cette offre de service est ici renouvelée.

(2) Une partie importante de notre travail consistera à développer un échange d'idées et d'expériences relatives à la promotion de la justice, à la lumière du Décret 4 de la CG 32. Dans sa dernière lettre à la Compagnie sur "Une intégration authentique de la vie spirituelle et de l'apostolat", le Père Général nous demande "jusqu'à quel point l'engagement au service de la justice germe-t-il en moi comme le produit de la foi ? Et ma foi est-elle assez authentique pour me pousser à suivre, en vérité, Jésus pauvre et humilié, et à me compromettre dans la promotion de la justice ?" En d'autres mots, que signifie la promotion de la justice dans le contexte de notre foi ? Nous retrouvons là une de nos préoccupations centrales à tous. Nous espérons que notre Bulletin contribuera à l'aviver en core.

(3) Une préoccupation particulière se fait jour dans l'intérêt grandissant accordé au Marxisme et au Socialisme. Certains Jésuites vivent sous des régimes socialistes; certains optent pour un modèle de société "socialiste"; d'autres se disent "socialistes" et même "marxistes"; plusieurs utilisent des méthodes marxistes pour analyser la société et pour la praxis. Dans quel sens, et en quelle mesure, pouvons-nous, comme Jésuites, nous engager dans cette voie? Quelles sont, et quelles doivent être les conditions d'un dialogue ou d'une collaboration avec des partis d'inspiration marxiste?

(4) Nous voudrions aussi encourager une communication et un échange sur ces questions. Pour promouvoir ce projet de manière concrète, il faudrait constituer quatre ou cinq centres, ou "pôles" de réflexion et d'étude intense, répartis dans les différentes parties de la Compagnie. Nous espérons faire cela en Amérique Latine (2), en Inde, aux Philippines, en Espagne, en France et aux Etats-Unis, en ayant recours aux institutions et aux services déjà existants. Cependant, nous ne souhaitons pas limiter le dialogue à ces Centres ou aux pays mentionnés; ils peuvent servir de points de départ et nous souhaitons vivement la collaboration avec d'autres groupes ou individus, surtout, pour cette question 3, avec ceux qui sont en contact direct avec des marxistes ou des socialistes. Pour que ce dialogue soit vraiment utile, il doit être concret et très libre. Notre objectif, ici à Rome, sera d'aider ces centres de réflexion, en favorisant la communication régulière entre eux, en leur signalant aussi les situations et les problèmes qui se présentent dans d'autres régions, en leur fournissant éventuellement même une aide financière. A un moment ultérieur, il y aurait peut-être lieu d'amorcer une communication plus grande en réunissant des représentants de ces centres en une sorte de séminaire ou de session de travail. Dès maintenant, nous aimerions avoir votre réaction sur les propositions suivantes :

- que pensez-vous de nos projets ?
- avez-vous des suggestions à proposer pour les rendre plus effectifs dans votre province ou région ?

COMMISSION CONSULTATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE

Peu après la lancée de JESEDES, en 1968, le Père Général a constitué aussi une Commission pour les Activités de Développement Social et Economique. Cette commission comptait neuf membres au début; elle a tenu sa première réunion en 1970 et s'est réunie plusieurs fois depuis pour donner un avis sur le travail des Jésuites dans le secteur social. La décision de dissolution de cette commission a été commentée en ces termes par le Père Général : "Je suis arrivé à la conclusion que les objectifs recherchés par cette commission peuvent être mieux poursuivis par des réunions et des séminaires de composition interdisciplinaire et internationale, pouvant traiter des problèmes particuliers quand un besoin se fait jour". Cela met donc fin, non à la fonction de la commission, mais à la manière dont elle a fonctionné. A l'avenir donc, le travail de cette commission sera précisé par un objectif précis; ses membres seront occasionnels et non pas réguliers. Cette plus grande souplesse permettra d'aborder l'étude des différents points mentionnés dans la section précédente.

DEVELOPPEMENT ET/OU LIBERATION.

Ceci n'est certainement pas une question nouvelle. Cependant un voyage récent en Inde et à travers le Sud Est Asiatique m'a convaincu que c'est encore un problème très actuel pour bon nombre de ceux qui sont engagés dans cette tâche. Donc il me semble très utile de poser à nouveau cette question dans le premier numéro de P.J. et d'essayer de clarifier les alternatives possibles.

On admet généralement que la Première Décade du Développement a été un échec. Non seulement elle n'a pas atteint ses principaux objectifs, mais en certains cas elle s'en est même éloignée. On prédit maintenant le même sort pour la Deuxième Décade du Développement qui n'a plus que trois ans avant de s'achever. Malgré tant de discussions sur le développement et le besoin d'un Nouvel Ordre Economique International, dans la plupart des pays les pauvres deviennent actuellement plus pauvres et plus nombreux.

Qu'est-ce que cela signifie pour notre travail de Jésuites tout spécialement dans le domaine social ? Le Décret 4 de la XXXII C.G. nous invite à promouvoir la justice comme une condition sine qua non de notre service de la foi. Y a-t-il un moyen possible d'estimer si ce que nous faisons favorise la promotion de la justice ? En face de ce vaste échec au niveau national et international, vers quoi devons-nous concentrer nos efforts ? Existe-t-il une échelle de références, des critères que nous puissions utiliser pour savoir quels de nos travaux et de nos institutions sont les plus efficaces pour promouvoir la justice et quels le sont moins ? Devons-nous, par exemple, nous orienter vers la libération ou le développement, ou vers les deux, ou vers aucun des deux ?

Nous ne prétendons pas au Secrétariat Social avoir les réponses à ces questions. Le point de vue que nous présentons ici n'est ni original ni nouveau. Nous comptons sur vous et sur vos expériences pour obtenir des suggestions et solutions possibles. Nous espérons que vous allez réagir de telle façon que nous puissions tous apprendre les moyens d'aider plus effectivement les pauvres et les opprimés.

ETAPES DU DEVELOPPEMENT:

La recherche du développement a commencé sérieusement à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Depuis il y a eu différentes manières de concevoir le Développement et d'y travailler qui ont été déjà décrits par plusieurs auteurs. Ici je voudrais seulement suggérer quatre étapes successives dans l'évolution des idées sur ce que signifie le développement.

(1) DEVELOPPEMENT = CROISSANCE DU REVENU

Dès le début il y eu un accent très prononcé sur les aspects économiques du développement, sur le besoin de rehausser le niveau du Produit National par tête particulièrement par l'apport d'investissements de l'étranger. Les pays ayant un revenu annuel par personne de 500 dollars américains ou plus étaient considérés comme développés tandis que ceux qui avaient en revenu moindre étaient considérés comme 'sous-développés'. On a fait fond sur les programmes d'assistance.

(2) DEVELOPPEMENT = PROGRES SOCIAL

Bientôt l'expérience a montré que le seul Produit National par tête était une définition trop étroite du développement et que la croissance économique était seulement un des facteurs du développement. Le développement fut alors défini: "croissance économique plus changement social". Une grande diversité de variables venaient mesurer la santé, l'éducation, les conditions sanitaires, la ration de protéines et de calories etc. et s'ajoutaient à l'équation.

(3) DEVELOPPEMENT = INTEGRATION

Dans les deux approches précédentes, le développement est considéré avant tout comme une réalité venant du dehors sous forme de capitaux financiers ou d'avantages sociaux. Vers le milieu des années soixantes, les échecs de la Première Décade du Développement et de l'Alliance pour le Progrès du Président Kennedy ont rendu de plus en plus évident un nouveau fait: à moins que le processus ne commence à l'intérieur du pays pauvre lui-même, il ne commencera probablement jamais. L'expression 'Tiers Monde' a commencé à être utilisée et les pays ainsi nommés ont commencé à examiner sérieusement leurs progrès structures intérieures. L'un des problèmes qu'ils avaient en commun était la distribution très inégale de la richesse. Elle était presque toute concentrée dans les mains d'une toute petite minorité alors que les masses vivaient dans la pauvreté et en marge de la société. La tâche principale du développement apparut donc comme une réintégration des marginaux à l'intérieur des structures sociales existantes. Des efforts ont été faits pour élargir les structures et assurer un écoulement plus grand des profits de ceux qui possèdent vers ceux qui ne possèdent rien.

(4) DEVELOPPEMENT = LIBERATION

Il y a deux faiblesses sérieuses dans l'approche précédente. D'abord on a supposé que les bénéficiés du développement pourraient s'écouler du haut en bas de l'échelle sociale et que sans aucun changement dans les structures sociales présentes, ceux qui possèdent seraient prêts à faire les sacrifices nécessaires pour venir en aide à ceux qui ne possèdent pas. Secondement on supposait que les pauvres seraient heureux d'accepter passivement le développement comme un don venant d'en-haut. Ces deux suppositions s'avèrent fausses en un nombre de plus en plus grand de pays. Il y eut alors une reconnaissance croissante du fait que le développement réel ne pouvait partir que de la base c'est-à-dire des gens situés en bas de l'échelle sociale. Le premier pas devait donc être un effort pour libérer les pauvres de toutes les forces d'oppression les maintenant dans un état de dépendance.

STRATEGIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Différentes stratégies correspondent à ces différentes étapes ou idées sur ce qui peut favoriser le développement. A l'accent donné à l'un ou l'autre aspect du processus de développement correspondront diverses stratégies.

(1) AIDE A DONNER: l'accent est mis sur l'aide, ou bien en forme ou d'assistance économique ou de secours, et venant principalement de l'extérieur du groupe qui en a besoin.

(2) INSTITUTIONS: la mise à disposition d'une gamme très variée de services sociaux ou d'institutions d'assistance destinées à aider les pauvres.

(3) PROJETS: un développement socio-économique direct par le moyen de différents types de projets, commencés sous l'initiative de gens venant de l'extérieur

même si certaines collaborations locales peuvent s'y joindre.

(4) CONSCIENTISATION: Eveiller les pauvres à leur état de dépendance et à leurs propres possibilités d'intervenir dans le changement des structures qui les oppriment. Cela mène à leur mobilisation ainsi qu'à une action politique, économique et sociale. Ce déroulement qui nous est familier est décrit dans la section documentaire.

QUE VOULONS-NOUS FAIRE ?

C'est à vous de répondre à cette question. Mais avant d'essayer de le faire ajoutons quelque remarques:

(1) Le schéma présenté plus haut est bien trop simplifié. Les différentes étapes de conception et de stratégie du développement ne s'excluent pas mutuellement. Elles se recouvrent les unes les autres et peuvent même coexister.

(2) Bien qu'il y ait une unanimité de plus en plus grande sur le fait que la 4^{ème} étape et la stratégie correspondante sont essentielles pour tout développement authentique, cela ne signifie pas que les trois autres soient maintenant inutiles et doivent donc être écartées.

(3) Il est pourtant suggéré, à moins que l'on ne commence par la stratégie finale que les trois autres risquent d'être unproductives ou de produire des résultats contraires. En d'autres termes, à moins que le déroulement du développement ne commence avec la participation active et responsable, à tous les échelons, des individus concernés, quelque projet que ce soit, quelque institution ou forme d'assistance que ce soit court le risque de faire plus de mal que de bien.

(4) Si par contre les conditions supposées par l'étape finale sont présentes alors l'assistance, les institutions et les projets peuvent être à la fois utilisés et contrôlés par les groupes à leur propre avantage.

(5) Il semble que les agences de volontaires et les organisations internationales deviennent de plus en plus conscientes de ce fait. Quelques unes cherchent à favoriser le processus d'un développement intégral dans lequel les agents principaux de changement sont ceux qui sont concernés eux-mêmes.

(6) Il est facile d'établir ces principes, mais, comme beaucoup l'ont réalisé à leurs dépens, il est bien plus difficile de les mettre en pratique. Il y a une pente naturelle à se laisser lier par les institutions et les projets de telle sorte que parfois on est incapable de répondre à des besoins différents et continuellement changeants. Il faut se rendre compte que cette approche nouvelle demande une adaptabilité continue, quelque disponibilité et beaucoup de patience.

(7) Cette tâche requiert aussi, comme condition sine qua non, une solidarité authentique avec les pauvres, un certain effort pour partager la vie des opprimés et des moins privilégiés. Que ceci soit essentiel est expliqué dans le Décret 4 de la XXXII Congrégation Générale: "C'est en cheminant humblement et patiemment avec les pauvres que nous découvrons en quoi nous pouvons les aider" (§50).

(8) Il est évident qu'en bien des endroits du monde aujourd'hui, une option pour la justice suivant les lignes indiquées ci-dessus va provoquer une opposition de la part de ceux dont les intérêts acquis sont menacés. "Nous ne travaillerons pas en effet à la promotion de la justice sans qu'il nous en coûte" (D. IV, § 46). Si cela ne nous coûte rien et nous vivons dans une situation "d'injustice institutionnalisée", alors nous devrions nous questionner sur ce que nous faisons.

(9) Finalement, cette 4^{ème} approche au développement est davantage dans la ligne du développement complet et intégral dont le but est "de promouvoir le bien de chaque homme et de tout l'homme" (Populorum Progressio § 14). Tout chrétien se trouve en présence d'une occasion très spéciale et d'un nouveau défi.

- QUESTIONS: (1) Cette présentation est-elle trop simple, trop idéaliste, pas exactement vraie, hors de propos ?
(2) Offre-t-elle un moyen pratique d'examiner si nous promouvons la justice ou non ?

VEUILLEZ NOUS ENVOYER VOS REACTIONS.

DOCUMENT

LE "PANCHESHILA" DU DEVELOPPEMENT

Dans le processus du développement communautaire, on peut distinguer cinq étapes qui sont comme les cinq doigts d'une main. Le "pancheshila" du développement. Elles sont étroitement liées et, comme pour la main humaine, sont effectives seulement à condition d'y être toutes présentes.

A. REVEIL DU PEUPLE

Pour progresser ou pour faire quoi que ce soit, il faut se réveiller. Une communauté doit elle aussi se réveiller, sortir du sommeil de son retard, d'une vie au jour le jour sans se préoccuper du le demain. Ceux dont l'esprit dort n'ont pas de problèmes parce qu'ils n'ont ni aspirations ni buts dans la vie.

Réveil du peuple, cela veut dire alors que la communauté dans l'ensemble se rend compte qu'elle a des objectifs, des problèmes. Elle commence à chercher des opportunités pour agir, des ressources qui sont là sur place, mais jusqu'à présent négligées. Elle commence aussi à se rendre compte qu'il y a des faiblesses dans la communauté, des ennemis et des obstacles, dehors et dedans, qui empêchent le progrès.

Elle découvre qu'il existe des injustices, et peut-être de l'exploitation. Elle s'intéresse à ses propres statistiques: combien de membres dans chaque famille, combien d'hectares, quelles sources d'irrigation pourrait-on explorer, etc.

Elle commence à se préoccuper de ce qui se passe au dedans et au dehors de la communauté, dans le vaste monde dont elle est une petite partie. Elle arrive à exprimer ses besoins et ses aspirations.

B. EDUCATION DU PEUPLE

Une communauté dont les membres sont analphabètes, qui n'a pas de qualifications à part les plus traditionnelles, et dont l'esprit est encore endormi, ne peut pas avancer. Donc elle veut apprendre. Apprendre à lire, à écrire, à calculer, mais aussi à rendre, à se perfectionner dans l'agriculture, le ménage, l'industrie, l'emploi des engrais. Apprendre aussi où se trouvent les ressources, comment utiliser une banque, ouvrir un compte, faire un emprunt.

L'éducation se réalise dans les écoles, mais aussi et peut-être davantage dans des réunions informelles où les gens discutent leurs problèmes. Il est aussi très utile d'écouter la radio, non seulement des programmes de musique ou de sport, mais aussi des émissions spéciales pour les fermiers, pour la jeunesse, pour les ménagères.

L'éducation se réalise aussi à travers des discussions en groupe, à l'écoute des professeurs, des visiteurs, des gens bien éduqués. Il faut profiter de toutes

les sources d'information: fonctionnaires d'état, volontaires, militants d'église. Les journaux sont également indispensables. Quelqu'un qui sait lire peut les lire pour ceux qui ne savent pas. Et il y a encore d'autres moyens d'éducation: pièces de théâtre, concours de chanson et de danse. On peut aussi organiser des séances de film.

Par l'éducation le peuple se réveille davantage. Mais il est important de souligner que toute la communauté doit participer, y compris les vieillards et les femmes. Les vieillards peuvent raconter des histoires du temps passé qui sont parfois pleines de sagesse.

L'inspiration principale de l'éducation du peuple c'est que le savoir mène au pouvoir.

C. ORGANISATION DU PEUPLE

Pour être fort et maître de son destin, une communauté doit non seulement se réveiller et se former, mais aussi s'organiser.

L'organisation veut dire que les choses se font d'une façon ordonnée, que le travail se répartit entre différents individus qui sont responsables de le mener à bout, et qu'il y a des leaders, non seulement au sommet, mais à tous les niveaux. Car si une communauté repose seulement sur un ou deux leaders, ceux-ci peuvent abuser de leur position et ainsi égarer la communauté.

Une communauté ne peut pas s'organiser sans avoir régulièrement des réunions où l'on prend des décisions et où l'on s'assure de leur exécution. Des représentants de tous les secteurs doivent participer régulièrement à ces réunions, et tout le monde doit prendre part aux décisions pour éviter que celles-ci ne soient défavorables à l'un ou l'autre secteur. Ne soyez pas intimidés par quelqu'un qui sait parler bien et faire bonne impression. Faites attention plutôt à ce qu'il fait. Mais une fois que vous êtes sûrs de la sincérité d'un leader, il faut être prêt à le suivre.

Il faut non seulement avoir des réunions régulières, mais aussi enregistrer les décisions prises. On doit lire celles-ci à la réunion suivante pour savoir si les responsables ont accompli leur tâche ou non.

Il faut également partager les tâches de façon que tout le monde - les jeunes, les femmes, les vieux - ait quelque chose à faire, il en fut ainsi dans les familles et villages de jadis.

L'organisation du peuple implique aussi que la communauté trouve au moins une partie de ses propres ressources locales sous forme de matériel, travail volontaire ou argent, pour réaliser ses plans. Une bonne comptabilité est nécessaire afin que tout le monde puisse savoir combien d'argent on a ramassé, à quoi on l'a dépensé, combien il en reste et ce qu'on en a fait. S'il n'y a pas de contrôle sur la collecte, la dépense et l'investissement de l'argent, si on laisse l'affaire à un ou deux membres de la communauté, alors commencent les abus et le peuple les découvre quand il est déjà trop tard. On doit toujours surveiller les comptes de façon régulière, par exemple tous les mois.

Finalement, il est évident que, pour réaliser l'organisation du peuple, il doit y avoir unité et co-opération, et non disputes et opposition, entre les différents groupes. Le pouvoir vient de l'unité. La jalousie peut paralyser un peuple. Si vous avez de bons leaders, il faut les appuyer, et non pas les abandonner par jalousie. Autrement ils ne pourront pas travailler.

D. POUVOIR DU PEUPLE

Le pouvoir veut dire la capacité d'influencer les autres. Là où le réveil, l'éducation, l'organisation du peuple ne se sont pas réalisés, la communauté se sent impuissante. Les gens disent "nous ne pouvons pas. Nous n'avons pas de pouvoir".

En cas pareil, ceux qui ont pouvoir tendent à exploiter le peuple, que ce soient les marchands au marché, les conducteurs d'autobus, les fonctionnaires des bureaux, les riches et les prêteurs d'argent.

La nature humaine est telle que quiconque a le pouvoir tend à en profiter, surtout quand il traite avec quelqu'un qui n'en a pas. Voilà pourquoi il y a tant d'injustice, d'exploitation et de corruption.

La grande leçon que les pauvres et les faibles peuvent apprendre des mouvements ouvriers dans le monde c'est que le pouvoir vient du nombre, lorsque le peuple s'est organisé. Si le peuple est opprimé par ceux qui ont le pouvoir, il doit lui-même chercher un pouvoir en contre-poids afin de rétablir un équilibre de pouvoir plus juste.

Une fois que le peuple tient de pouvoir, il ne dit plus "On ne peut pas", mais "nous pouvons". Le peuple devient confiant en lui-même, il prend son destin en ses propres mains. Ce changement dans la mentalité du peuple qui le fait passer de l'attitude "on ne peut pas" à l'attitude "nous pouvons" face à la vie et à ses problèmes, constitue le facteur le plus important de tout son développement. L'aide matérielle, l'argent, l'assistance technique, etc., ne sont que des moyens pour favoriser ce changement de mentalité - un changement qui est comme la transition de la mort à la vie, à l'espérance dans le futur, à une attitude moderne face à la vie.

Quand il a ce pouvoir, le peuple s'occupe d'obtenir ce qui lui est dû. Il a perdu son complexe d'infériorité et s'adresse aux bureaux et aux départements gouvernementaux, à d'autres personnes dans et en dehors de la communauté, avec confiance. Un fonctionnaire qui accepte des présents, hésitera à le faire s'il se rend compte que les personnes qui l'approchent n'ont pas peur et réclament ce qui leur est dû et leur a été promis. Quand il s'agit de combattre la corruption, c'est mieux de ne pas aller à un bureau tout seul, mais d'être accompagné au moins par une autre personne qui sera témoin en cas de demande d'une gratification illégale.

Le pouvoir du peuple vient aussi d'une opinion publique forte et de la détermination de mettre en lumière les pratiques injustes.

Une fois qu'une communauté tient quelque pouvoir, la lutte pour le développement est déjà à moitié gagnée. Mais il faut souligner encore une fois que ce pouvoir doit être du peuple tout entier et non pas seulement d'un ou deux leaders. Autrement il y a toujours le danger que ces leaders fassent mauvais usage du pouvoir pour leurs intérêts propres et contre les droits des autres. Le pouvoir du peuple doit contrôler le pouvoir des leaders, y inclus les leaders politiques. La démocratie ne sera jamais une réalité si elle ne devient pas vraiment le pouvoir du peuple plutôt que de quelques représentants élus. Le pouvoir du peuple est toujours nécessaire.

E. ACTION DU PEUPLE

Un homme qui n'a que quatre doigts à une main est handicapé. Si, par exemple, il lui manque le pouce, il ne peut pas tenir en main un bêche, une hachette ou une charrue. L'action du peuple est comme le pouce d'une main.

L'action du peuple veut dire que la communauté elle-même décide et accomplit ses propres programmes, selon le plan qu'elle-même a rédigé et établi. Pour cette raison, il faut que les décisions soient prises autant que possible dans la communauté plutôt qu'au dehors. Plus le pouvoir de décision s'éloigne de la communauté, plus diminue le contrôle qu'exerce la communauté sur les décisions et augmente le danger que le peuple ne comprenne pas les décisions ou que celles-ci soient mauvaises. Un principe important de toute organisation saine est qu'on doit prendre les décisions aussi près que possible de l'endroit où on les exécute. Si l'on prend des décisions au dehors de la communauté, parce qu'elles concernent une région plus grande, on doit veiller alors à ce que des représentants de la communauté participent à cette prise de décision. Les gens ne se sentent pas engagés par une décision qu'on leur demande d'exécuter, lors qu'ils n'ont pris aucune part à sa formulation.

Là où existe l'action du peuple, le peuple est aussi responsable des échecs et des succès des projets. Il ne peut pas rejeter le blâme sur les autres.

Toutes les étapes précédentes atteignent leur point culminant dans l'action du peuple. Là où il y a l'action du peuple, le réveil, l'éducation, l'organisation et le pouvoir du peuple s'accroissent et la communauté se développe.

Qu'il me soit permis de répéter. Personne ne peut vraiment développer la communauté, si ce n'est le peuple même de la communauté. D'autres personnes ne peuvent que l'assister dans son travail. Ce qu'on ne fait pas soi-même, on n'en est pas fier, on n'a pas l'impression que cela fasse partie de soi-même. Après tout, c'est le peuple lui-même qui connaît le mieux les problèmes de sa région et qui s'intéresse le plus à en chercher une solution.

NOUVELLES

COOPERATION REGIONALE

Dans deux parties du monde, les Jésuites qui se consacrent au travail social ont accordé une sérieuse réflexion à ce besoin toujours présent:

Amérique Latine

CLACIAS (le mécanisme de coordination régionale pour les Instituts Sociaux) a été supprimé. On sentait qu'il n'était plus efficace et qu'était requise une structure plus simple, plus flexible. A leur réunion du mois d'août à Caracas, les Provinciaux d'Amérique Latine ont pris les décisions suivantes, basées sur les propositions que leur avaient présentées les Directeurs des CIAS:

- remplacer CLACIAS par deux coordinateurs régionaux (un pour chaque Assistance).
- rédiger des statuts qui décriront leurs fonctions.
- considérer l'un d'eux comme agent de liaison entre les deux Assistanes.

On est en train de rédiger les statuts. A présent, ils semblent favoriser l'idée d'un coordinateur qui voyagerait et garderait un contact constant avec chaque CIAS en assistant à ses sessions de planification et même en y travaillant pendant de courtes périodes. On insistera bien davantage aussi sur les réunions et séminaires régionaux consacrés à des problèmes spécifiques.

A la rencontre de Caracas, les Provinciaux ont nommé le Père Ricardo Antoncich, qui appartient au CIAS de Lima, Pérou, et le Père José Miguel Munárriz, qui jusqu'à une date récente faisait partie du CIAS du Paraguay, comme les deux coordinateurs régionaux des Assistances du Nord et du Sud de l'Amérique Latine. Le Père Munárriz agira comme agent de liaison entre les deux Assistances et aura son point d'attache à Barquisimeto au Venezuela.

Asie du Sud-Est

A la réunion de l'Assistance à Manille au mois d'août dernier, les Représentants de SELA (c'est-à-dire les coordinateurs de la Compagnie dans le domaine social) ont établi un nouveau réseau de communications "pour promouvoir la recherche et l'action sociales en faveur de la justice parmi les Jésuites et dans les autres communautés sur le territoire de l'Assistance". Baptisé RAJA (Recherche et Action pour la Justice en Asie), il s'efforcera d'agir à trois niveaux distincts, mais ayant entre eux d'étroits rapports:

i) Entre les Représentants de SELA eux-mêmes, on devrait maintenir une communication centrée sur les besoins et les expériences des groupes de la base et d'autres personnes avec qui chacun se trouve en contact.

ii) Quand un besoin ou un problème particulier est jugé d'intérêt général, chaque représentant de SELA encouragera la réflexion à son sujet par les groupes ou les personnes que ce domaine intéresse. Les résultats de cette réflexion seront alors communiqués aux autres représentants de SELA et, par eux, aux groupes locaux avec lesquels ils se trouvent en contact.

iii) On espère qu'ainsi, à la base, les gens et les communautés seront encouragés à établir entre eux un contact direct de façon à bâtir et à fortifier leur action commune pour la justice.

Outre l'édification du pouvoir populaire à partir de la base, ce réseau pourrait aussi prendre une dimension internationale en favorisant les contacts entre groupes dans les pays industriels et moins développés de la région.

QU'EST-CE QU'UN CIAS ?

Lors d'une réunion à Lima en mai dernier, les Directeurs des CIAS (Instituts Sociaux) en Amérique Latine ont abouti à la définition suivante:

- (1) Le CIAS est constitué par un groupe spécifique de Jésuites;
- (2) Qui ont une position et un engagement clairs dans le domaine social suivant les lignes du 4ème Décret: par exemple, une option claire en faveur des pauvres (i.e. le fait qu'un Jésuite a bénéficié d'une formation dans les sciences sociales ne le qualifie pas automatiquement pour être un membre du CIAS);
- (3) Un groupe capable d'une étude et d'une réflexion chrétiennes d'ensemble sur la réalité sociale en vue de changer cette réalité (changement structural);
- (4) Un groupe en étroit contact avec les groupes d'action travaillant à la base. C'est par ce contact que mûrit notre engagement social, c'est de lui que notre action et notre étude tirent inspiration et créativité;
- (5) Un groupe disponible pour la réflexion et le dialogue avec d'autres centres apostoliques.

LES DIFFERENTS NIVEAUX DANS LA PROMOTION DE LA JUSTICE

Les Provinciaux d'Espagne viennent juste de publier un document de travail qui s'adresse à tous les Jésuites de leur Assistance et les appelle à discerner, en

tant qu'individus et groupés en communautés, ce que devrait être leur engagement pour promouvoir la justice à la lumière du 4ème Décret. Quatre niveaux d'engagement sont identifiés; les deux premiers concernent chaque individu; les deux suivants ne s'adressent qu'à quelques-uns. Le dernier niveau traite d'engagements, principalement politiques, qui ne peuvent être entrepris que dans des circonstances exceptionnelles; il établit les conditions qui déterminent ces circonstances.

FOI ET IDEOLOGIE

Une autre proposition soumise par le groupe de SELA à la réunion de l'Assistance d'Asie Orientale fut l'établissement d'une équipe pour l'étude et la réflexion sur les rapports qui existent entre la foi et l'idéologie avec une référence spéciale au marxisme. On insiste sur le caractère pratique (stratégie, tactiques, structures des mouvements existants) et positif (recherche d'une option positive acceptable pour les Chrétiens et les autres humanistes) de cet effort. Plusieurs cours ont déjà été donnés: l'un d'eux s'adressait à 50 Jésuites (y compris tous les tertiaires); un autre, à des évêques. On fait des plans pour un séminaire en profondeur pour étudier l'analyse marxiste de la société. C'est un bon départ pour le processus de réflexion, que le Secrétariat Social espère encourager dans d'autres régions.

DU NOUVEAU AU BRESIL

Du 18 au 20 février de l'an prochain, 25 à 30 Jésuites qui travaillent dans le domaine social se réuniront à Mar Grande, Salvador do Bahia, pour discuter et planifier leur travail à la lumière de la 32ème Congrégation Générale et du congrès des CIAS à Lima. Nous espérons présenter plus tard un rapport plus fourni sur ce sujet.

THEOLOGIE ET JUSTICE

Le Centre Théologique de Woodstock, fondé en novembre 1973, vient juste de publier son premier rapport qui couvre les activités des trois dernières années. Beaucoup d'entre elles se rapportent à des problèmes de justice et comprennent:

i) Un Symposium sur la Liberté Religieuse, dont les documents forment le premier volume d'une nouvelle série, Woodstock Studies, qui va paraître en janvier 1977.

ii) Mobilisant les associés du Centre, un projet de recherche sur la relation qui existe entre foi et justice. Ce projet se manifestera bientôt sous forme d'un livre d'essais. Le projet actuel de recherche porte sur "Christianité et Justice Internationale".

iii) Une série de 8 séminaires/conférences qui s'adressent aux responsables des décisions dans le Gouvernement des Etats-Unis ou aux agences qui sont en rapports avec lui sur le sujet suivant: "Gouvernement considéré comme une Vocation: L'Appel en faveur de la Justice".

EXPOSITION A LA VIE DES PAUVRES

Dans le sillage de la 32ème Congrégation Générale, un nombre croissant d'expériences ont été entrepris, à la fois sur le plan individuel et en communauté, "pour avoir une expérience personnelle plus réelle de la misère et de l'angoisse des pauvres" (Décret 12, § 5). Deux de ces expériences, qui méritent une mention spéciale parce qu'ils ont été bien décrits avec évaluation critique, sont publiés en suppléments des numéros de juin et juillet de l'Asian Report (P.O. Box 4132, Manila). Les auteurs en sont Joe Campana (Philippines) et Cornelius Woekirsari (Indonésie).

VEUILLEZ NOUS ENVOYER DES NOUVELLES SUR VOS ACTIVITIES

P U B L I C A T I O N S

- (1) India's Search for Development and Social Justice, Membres du Centre de l'Action Sociale (24 Benson Rd., Bangalore 560046, India). On envisage une série de 19 brochures (d'environ 50 pages chacune), traitant d'un large éventail de problèmes sociaux et de stratégies pour construire une société plus juste en Inde - et qui soient aussi applicables ailleurs. Quatre au moins ont déjà été publiés, et la série sera achevée vers Avril 1977. Prix d'ensemble : US\$ 13.95.
- (2) Misereor - Zeichen der Hoffnung, publiée par la Commission Episcopale de Misereor (Koesel - Verlag, Muenchen, 1976). Collection d'essais sur plusieurs aspects du développement dans le Tiers-Monde. Parmi les auteurs SJ, sont : Pierre Bigo, Antonio Cabezas, Horacio de la Costa, Philippe Dubin, Anselm Miranda et Karl Rahner. Paraîtra prochainement en anglais, on l'espère.
- (3) Religion and Development in Asia: a Sociological Approach with Christian Reflections, Séminaire Feres a Baguio (Manille, 1976). Les trois sections de ce livre donnent l'entier compte-rendu du Second Séminaire Asiatique sur Religion et Développement, tenu à Baguio, Philippines, en 1975. Particulièrement intéressante est la première section par François Houtart, dans laquelle il expose sa méthode d'analyse structurelle de la société et de la religion. La seconde section donne les rapports des groupes de travail, et la troisième des réflexions théologiques d'Horacio de la Costa, John Carroll, Catalino Arevalo et Carlos Abesamis.
- (4) Cristianos por el Socialismo, Revista de Fomento Social (No. 122, Avril-Juin 1976). Un numero très utile, entièrement consacré au thème. Il contient un bref historique du Mouvement Chrétiens pour le Socialisme en Espagne, en Italie et en France, ainsi qu'un excellent article sur le dialogue Chrétiens-Marxistes par Matías García, S.J. En annexe, la plupart des déclarations du récent Congrès du Mouvement.
- (5) Une logique influente, François Denantes, SJ. (Etudes, Octobre 1976, pp. 293-312). Etude des relations pratiques entre Marxistes et Chrétiens en France, écrite par un prêtre-ouvrier.
- (6) Saveway Clubs, (OXFAM, 274 Banbury Road, Oxford, UK). Brochure sur une méthode simple d'épargne pour le développement rural, méthode qui avait été lancée en Rhodésie par le Frère Waddelove S.J., où elle a connu un grand succès, et d'où elle se répand maintenant dans d'autres pays africains. Elle cherche à être mieux adaptée aux besoins des paysans fermiers que la forme plus traditionnelle des caisses d'épargne.
- (7) The New Internationalist, (62a High Street, Wallingford, OXON. OX1 OEE, UK). Mensuel vivant et bien documenté, publié en Angleterre (avec le soutien d'OXFAM), et qui traite de problèmes de développement, de la pauvreté du Tiers-Monde, du Nouvel Ordre Economique International, etc. Abonnement annuel £5 (courrier ordinaire), £9.00 (par avion).
- (8) Church Alert, (SODEPAX, P.O. Box 66, 150 route de Ferney, 1211 Genève, Suisse). Paraît en français et en anglais tous les deux mois, gratuitement. Une nouvelle série a été commencée avec le numéro de Mai 1976 (no. 8), intitulée A la recherche d'une nouvelle société, lançant un programme oecuménique de trois ans pour encourager les chrétiens à participer activement à établir de nouvelles relations entre les peuples.

SI VOUS CONNAISSEZ DES LIVRES, ARTICLES, DOCUMENTS QUE VOUS PENSIEZ POUVOIR ETRE UTILES A D'AUTRES, VEUILLEZ NOUS LES SIGNALER.

JOYEUX NOEL : JOYEUX NOEL : JOYEUX NOEL : JOYEUX NOEL : BONNE ET SAINTE ANNEE !
